

12/05/2023

En difficulté, Macron joue la carte raciste et la matraque !

Le gouvernement cherche toujours à tourner la page de la contre-réforme des retraites... Il peut même remercier les directions syndicales, qui ont accepté de rencontrer Macron le 17 mai, et qui ont fixé la prochaine journée de grève nationale le 6 juin seulement, malgré l'immense succès des manifestations du 1er mai. Mais la colère et la contestation sont loin d'être éteintes !

Les coups ne nous arrêtent pas !

Mis à part pour aller assister au couronnement d'un autre inutile, le nouveau roi d'Angleterre, Macron ne peut même plus annoncer ses déplacements à l'avance, de peur que ses visites se fassent dans le noir et au son des casseroles ! Au point que lorsqu'il s'est rendu le 4 mai à Saintes (Charente-Maritime) pour annoncer ses nouvelles attaques contre l'enseignement professionnel, ses équipes sont venues avec leur propre groupe électrogène. Tandis que les manifestants et manifestantes, y compris les agents du lycée qu'il visitait, ont été tenus à distance ! C'est le lot de l'ensemble de ses ministres et députés partout sur le territoire. Et les « casseroles » ne signifient pas la fin des grèves et des manifestations. La lutte continue sous différentes formes, des assemblées générales interprofessionnelles continuent de reconduire la grève, et de manifester, comme jeudi 11 mai, à l'appel des organisations de jeunesse.

Face à une contestation qui ne s'arrête pas, le pouvoir intensifie la répression : 540 personnes ont été arrêtées dans toute la France le 1er mai. Avec violence. La défenseure des droits, Claire Hédon, pourtant nommée par Macron, a elle-même dénoncé les « images absolument choquantes » des violences policières. La contrôleur générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, a dénoncé dans un rapport des « arrestations préventives » qui visent uniquement à intimider et à empêcher de manifester. Et comme ça ne suffit pas, Darmanin annonce sa volonté d'élargir encore l'arsenal répressif, avec une énième loi « anti-casseurs ». Des drones, des fichages, des arrestations préventives, des marqueurs ADN, cela ressemble à une mauvaise série du net.

Darmanin sur les terres de l'extrême droite

Plus isolés que jamais, Macron et sa clique essaient de regrouper autour d'eux les forces les plus réactionnaires. Darmanin, qui avait déjà qualifié Marine Le Pen de « molle », déclare maintenant que la dirigeante néofasciste italienne Giorgia Meloni est « incapable de régler les problèmes migratoires » !

Lui qui a lancé une véritable chasse aux immigrés à Mayotte, planche toujours sur son projet de nouvelle loi immigration, afin de mieux exploiter les travailleurs et travailleuses immigrés, en faisant dépendre leur droit au séjour du bon vouloir des patrons. Faire diversion et diviser pour régner, en désignant certains comme responsables des difficultés des autres, renforcer la précarité et l'exploitation, maintenir un système de domination coloniale sur les pays les moins développés... Darmanin fait d'une pierre de nombreux sales coups.

Nos luttes n'ont ni patrie, ni frontières !

Mais la haine de l'équipe de Macron ne remplit pas les frigos. Alors ne nous trompons pas : leur programme c'est la guerre entre pauvres. Ne tombons pas dans son piège mortel : un travailleur qui peine à joindre les deux bouts n'a aucun intérêt commun avec un milliardaire, sous prétexte qu'ils seraient tous les deux français. Deux travailleuses subissent l'exploitation par leur patron de la même manière, même si elles n'ont pas la même nationalité ou origine. Ce qui définit nos intérêts, ce ne sont ni nos origines, ni notre situation sur le territoire, mais notre place dans la société. Cette répression accrue, cette haine déversée cachent mal leur peur, car ils ont vu que nous pouvions être des millions à lutter. Nous aussi nous avons beaucoup appris : ensemble nous sommes une force, loin du Parlement et des salons de négociation confortables, dans la rue.

Achetez Révolutionnaires, journal du NPA

Notre nouveau journal est disponible : un journal résolument du côté de celles et ceux qui luttent contre les sales coups des patrons et cette société capitaliste !

Abonnez-vous : Pour 12 numéros, 24 € (prix de soutien, 30 €). Envoyer un chèque à l'ordre de « Les amis de Révolutionnaires – Journal du NPA » À adresser à : *Les amis de Révolutionnaires BP 60008 94201 IVRY CEDEX*

Pour tout autre moyen de paiement, nous contacter par mail à abonnement@nouveaupartianticapitaliste.fr

Dépôt de sac à la traction

Mardi 09 mai, les agents de conduite à la banlieue ont débrayé massivement sous forme de droits de retrait dès les premières prises de service du matin. La présence de chefs et d'huissiers, les distributions de mise en demeure de reprendre le travail ont été vaines. À plusieurs moments de la journée, les mécanos se sont retrouvés gare Saint Lazare pour lister les problèmes qui s'accumulent depuis des mois et compiler leurs revendications.

La colère et la détermination dont ils ont fait preuve appellent des suites.

Non, non, rien n'a changé

Les discussions entre mécanos portaient largement sur les effets du sous-effectif sur leurs conditions de travail. La situation n'est pas nouvelle... et d'autant plus éprouvante. Depuis 18 mois, la direction fait changer les horaires prévus des journées de service, parfois au dernier moment, et y rajoutent des trains pour compenser le sous-effectif.

Cinq jours de grève en juin 2022, dont deux en dépôt de sac, avaient douché ses ardeurs et l'avaient contrainte à annoncer un plan de recrutement de 120 personnes. Mais les nouveaux embauchés n'ont pas encore fini leur formation et les mauvaises habitudes de la direction sont vite revenues...

Cerise sur le gâteau

Pire encore, c'est dans ce contexte de sous-effectif et de désorganisation que les dirigeants ont décidé, il y a un mois, de supprimer les feuilles. Il y a donc désormais moins d'agents pour travailler sur les emplois du temps des mécanos et ceux-ci se retrouvent avec bien moins d'interlocuteurs face aux changements brutaux de journées de service. La direction a décidément un goût prononcé pour le sabotage et le conflit social !

Un peu de revendications et un peu de bâton ?

Elle est désormais bien obligée de reconnaître les problèmes quotidiens qu'elle a pour assurer le plan de transport, et pire encore, de son point de vue, le problème qu'elle a avec les agents de conduite ! C'est la valse-hésitation : elle menace de retenues sur salaire, voire de sanctions disciplinaires, tout en annonçant des aménagements pour remettre des gestionnaires de moyens au contact des agents de conduite. À nous de lui faire passer un bon coup le goût des sanctions et de poursuivre la lutte sur nos revendications !

Venez travailler chez nous ! S'il-vous-plaît ? 🙄

Le sous-effectif est si criant dans tous les services que la boîte se sent - enfin ! - obligée de recruter. Mais plutôt que de garder ceux qui sont déjà présents, d'améliorer les conditions de travail et de monter les salaires pour faciliter l'embauche, elle se contente de faire des annonces en gare plus loufoques les unes

que les autres : « Vous regardez plus les prises que le paysage ? Venez réparer les trains » ; « Vous aimez les gros engins ? Venez conduire des trains »... Sans parler des images déplacées qui sont associées à ces phrases sur les réseaux sociaux... Nos directions pourraient peut-être en tout cas commencer par recruter de vrais agents en communication.

Contre un nouveau plan social dans le Fret ferroviaire

La Commission européenne reproche au groupe SNCF d'avoir épongé 5 milliards d'euros de dettes de Fret SNCF et de l'avoir ainsi favorisé par rapport aux autres entreprises, le secteur du transport ferroviaire de marchandises étant ouvert à la concurrence depuis 2006. Elle somme la direction du groupe SNCF d'organiser « la discontinuité », terme juridique barbare dont les dirigeants du fret annoncent la traduction concrète : la suppression de 25% des postes et des attaques sur la réglementation du travail.

Pour saboter le fret ferroviaire et se débarrasser d'une activité peu rentable en lui préférant le transport par camions, les pouvoirs publics et la SNCF n'ont pas attendu l'appui d'autres qu'eux-mêmes et de la loi du profit : ils s'en chargent très bien depuis 30 ans ! D'où que viennent les mauvais coups, les cheminot.e.s du Fret et d'ailleurs ne pourront compter que sur leur mobilisation pour s'y opposer.

Plutôt croix celtique que casseroles

Animateurs des casseroles pourchassés un peu partout, casseroles confisquées, utilisation de lois anti-terroristes pour interdire rassemblement et manifestation : tout est bon, pour le gouvernement, pour faire taire la contestation contre sa politique patronale.

L'extrême droite a, elle, été beaucoup moins inquiétée et a manifesté tranquillement dans les rues de Paris avec croix celtiques sur les drapeaux, chants nationalistes en slogans et cagoules sur le visage. Tout cela avec les bonnes grâces sur le moment de Darmanin et du préfet de Paris qui semblent considérer que les casseroles dans les rues constituent davantage un « trouble à l'ordre public » qu'une manifestation de néo-nazis : un constat bien révélateur de leurs valeurs et de leur politique !

Seul tout ?

Macron, seul sur les Champs-Élysées lors des commémorations du 08 mai 1945 : l'image résume la détestation et l'isolement dans lequel l'a plongé le grand mouvement de contestation de sa réforme des retraites. Mais s'il peut ainsi privatiser « la plus belle avenue du monde », c'est qu'il y a encore derrière lui toute une classe de possédants et ses corps armés.

C'est cette classe tout entière qu'il faut combattre, par la grève et les manifestations, pour en finir avec Macron et sa politique patronale.